



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires\*, au plus tard le  
22/02/2023, au SGAE à

**Dominique CHARNASSE**, adjoint au chef de bureau

[dominique.charnasse@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.charnasse@sgae.gouv.fr)

**Simon LOREAL**, adjoint au chef de bureau

[simon.loreal@sgae.gouv.fr](mailto:simon.loreal@sgae.gouv.fr)

Copie à **David SZWARCBERG**, chef du bureau « Coordination, communication, relations publiques, influence »

[david.szwarcberg@sgae.gouv.fr](mailto:david.szwarcberg@sgae.gouv.fr)

*\* Tout dossier de candidature adressé directement au SGAE par le candidat ne pourra être recevable*

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	<b>RTD.E.3</b>
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste</b>	<b>Jürgen TIEDJE</b> <a href="mailto:Jurgen.Tiedje@ec.europa.eu">Jurgen.Tiedje@ec.europa.eu</a> +32.2.295.05.25 <b>Politique de recherche et d'innovation dans le domaine des transformations industrielles</b>
<b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	<b>1</b> <b>3<sup>ème</sup> trimestre 2023<sup>1</sup></b> <b>2 ans<sup>1</sup></b> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
<b>Cet avis est également ouvert</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> <b>Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

### 1. Nature des fonctions

L'expert national détaché contribuera aux travaux sur la politique de recherche et d'innovation dans le domaine des transformations industrielles nécessaires afin de rendre l'industrie au sein de l'UE conforme à la stratégie numérique pour l'Europe. L'accent sera mis en particulier sur les priorités liées à la mise en œuvre de la future entreprise commune sur les «Semi-conducteurs» et de celle déjà existante sur les technologies-clés de développement, notamment sur leurs programmes de travail.

Les priorités de recherche sur les semi-conducteurs sont définies à la fois pour le programme de travail de l'entreprise commune et, le cas échéant, pour le programme de travail pour « Horizon Europe ». Les travaux comprennent des tâches liées à la conception et à la mise en œuvre de politiques et de programmes de recherche et de développement pour l'industrie des semi-conducteurs, en tenant compte des exigences en matière d'autonomie stratégique au niveau européen ainsi que de la mise en place de collaborations

<sup>1</sup> Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

stratégiques internationales. En vue de contribuer à cette autonomie stratégique, mais également conformément aux objectifs du pacte vert, les activités de recherche et de développement liées à la réduction, à la récupération et au recyclage dans le domaine des semi-conducteurs sont tout aussi importantes. Des synergies avec d'autres parties du programme « Horizon Europe » et d'autres programmes européens sont développées ainsi qu'avec les partenariats et les missions pertinents pour « Horizon Europe ».

L'expert national détaché contribuera également aux activités de communication de l'unité et au renforcement de la participation des parties prenantes et des citoyens à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions lancées.

L'expert national détaché travaillera sous la supervision directe d'un administrateur senior.

Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales, régionales et européennes, l'expert national détaché ne travaillera pas sur des cas individuels ayant des incidences sur des dossiers qu'il/elle aurait été amené(e) à traiter dans son administration nationale au cours des deux années qui ont précédé son entrée à la Commission ou des cas directement proches. En aucun cas, il/elle ne représentera la Commission pour contracter des engagements financiers ou autres, ni pour négocier au nom de la Commission.

## **2. Qualifications requises**

### **a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### **b) Critères de sélection**

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : technologies de l'information, semi-conducteurs.

#### Expérience professionnelle

Dans une administration nationale gérant des stratégies de recherche et d'innovation et, si possible, incluant les politiques industrielles et les programmes nationaux de recherche industrielle.

#### Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais et une autre langue officielle de l'Union européenne.

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

#### **Informations de contact**

##### **- Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, [HR-B1-DPR@ec.europa.eu](mailto:HR-B1-DPR@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.